

Tendances sur les routes	1
Gestion des frontières	1
Surveillance.....	1
Disparitions - Sauvetage	2
Expulsions	2
Enfermement.....	3
Dans les pays « de destination »	3
Gestion de la migration sur le plan politique	3
Accueil – système de protection	4
Contexte socio-politique – faits marquants	5
Situation politique.....	5
Sécurité.....	5
Contexte socio-économique	5
Covid-19.....	5

Tendances sur les routes

- **Libye/Tunisie:** A la mi-juin, en une seule journée, plus [de 2 000 personnes ont tenté de rejoindre l'Europe depuis les côtes nord-africaines](#). 1000 ont réussi à atteindre l'île de Lampedusa tandis qu'environ 1000 autres ont été interceptées en mer et renvoyées en Libye. Un tel chiffre n'avait jamais été enregistré en une seule journée.
- **Mauritanie/Caraiïbes :** Une embarcation partie de Mauritanie avec l'espoir de rejoindre l'archipel des Canaries a été [retrouvée, au large de Trinité-et-Tobago](#), dans les Caraïbes, à 4000km de distance. Quatorze corps ont été retrouvés à bord.
- **Libye :** MSF a annoncé la [suspension temporaire de ses activités](#) dans la prison d'Al-Mabani et d'Abu Salim, à Tripoli. Cette décision intervient après une succession d'incidents violents perpétrés contre des migrants enfermés dans ces centres de détention, gérés par les autorités libyennes. Par ailleurs, selon le Haut-commissariat des Nations unies pour les droits humains, plusieurs [tentatives de suicide de migrantes](#) ont eu lieu dans le centre de détention de Sarah Zawiya, à Tripoli. Les femmes enfermées dans cette prison, décrite comme un "centre d'hébergement pour personnes vulnérables" par les autorités libyennes, y sont victimes de violences sexuelles commises par leurs gardiens, en toute impunité.



Le HCR a publié son [rapport annuel 2020 sur les déplacements forcés](#).



L'organisation espagnole CEAR vient de publier son [rapport annuel sur la situation des personnes réfugiées en Espagne](#).



Une [étude sur la traite des êtres humains](#) au Mali a été publiée par l'OIM. L'étude a permis d'approfondir la recherche sur les différentes formes de traite identifiées au Mali, le profil des victimes, les modes opératoires utilisés par les exploitants, ainsi que les initiatives pour y faire face.

Gestion des frontières

Surveillance

- **Ceuta :** suite aux passages massifs de la frontière franco-espagnole en mai dernier, les autorités marocaines ont procédé [à l'installation de nouveaux barbelés](#) dans les zones proches des plages de Ceuta, dans une tentative de dissuader les migrants souhaitant franchir la frontière à la nage. **Frontex:** Alors que le budget de l'agence a été multiplié par 47 en quinze ans, la [cour des comptes européenne](#)

critique vivement son inefficacité dans un rapport récent. En revanche, la question de l'atteinte aux droits des personnes migrantes dont est accusée Frontex n'est pas reflétée dans ce rapport.

- **Frontex**: Alors que le budget de l'agence a été multiplié par 47 en quinze ans, la [cour des comptes européenne](#) critique vivement son inefficacité dans un rapport récent.
- **Données personnelles** : Depuis 2011, l'Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle, [l'EU-Lisa](#), a pour but d'élaborer et de développer, en lien avec des entreprises privées, le suivi des demandeurs d'asile. Elle gère plusieurs bases compilant des données biométriques, notamment le fichier **Eurodac**, qui consigne les empreintes digitales de chacun des demandeurs d'asile de l'UE. Il y a également le [Système européen de surveillance des frontières \(Eurosur\)](#), qui vise à renforcer la gestion des frontières extérieures de l'UE et permet d'intercepter les personnes avant leur arrivée. Au-delà, l'UE délègue la collecte de données dans les pays d'origine et de transit. Ainsi, le programme **MIDAS** de l'OIM, financé par l'UE, employé par 23 pays, majoritairement en Afrique, a pour but de « collecter, traiter, stocker et analyser les informations [biométriques et biographiques] des voyageurs en temps réel » pour aider les polices locales à contrôler leurs frontières. Selon le réseau Migreurop, ces données peuvent également être transmises aux agences policières européennes. Au-delà du contrôle, les dérives de ces collectes sont nombreuses, notamment les risques de fuite de données concernant des personnes en danger, ou encore comme dans des campements de réfugiés syriens en Jordanie, où l'accès à l'aide humanitaire est versé sur un compte relié à leurs données biométriques. Il leur suffit de passer leurs yeux dans un scanner pour régler leurs achats.

Disparitions - Sauvetage

- **Canaries** : le mois de juin a déploré plusieurs [décès sur la route des Canaries](#), dont une [femme enceinte et un enfant](#).
- **Tunisie** : Cinq ans après la création du "cimetière des inconnus" à Zarzis dans le sud de la Tunisie, non loin de la Libye, un nouveau lieu de sépultures a été inauguré. Baptisé "[Jardin d'Afrique](#)", il a été conçu par l'artiste algérien Rachid Koraichi, et il compte déjà plus de 200 tombes.
- **Bateaux de sauvetage** : La quasi-totalité des navires humanitaires venant en aide aux migrants en Méditerranée sont actuellement [bloqués par les autorités italiennes pour des "irrégularités"](#) liées à des questions de maintenance technique. Les ONG dénoncent, elles, des blocages politiques. Le seul navire humanitaire actuellement en mer est le Geo Barents, affrété par MSF.

Expulsions

- **Chypre** : l'île est pointée du doigt pour avoir procédé au [refoulement](#) d'une embarcation en provenance du Liban qui était dans ses eaux territoriale. En permettant ainsi l'expulsion des passagers de retour au Liban vers la Syrie, Chypre est accusée de violer plusieurs engagements internationaux (principe de non refoulement notamment).
- **France** : Lors d'une réunion ministérielle, le président français Emmanuel Macron a demandé une [meilleure efficacité des expulsions](#) d'étrangers en situation irrégulière (le taux d'exécution moyenne d'une décision de renvoi en France avoisine les 15 %, contre 30 % en Europe). Sont ciblés en priorité l'expulsion des étrangers irréguliers auteurs d'actes de terrorisme ou fichés pour radicalisation, ainsi que les auteurs de crimes et délits.

Enfermement

- **Canaries** : Le bureau du procureur enquête sur des [allégations d'agression sexuelle et de prostitution dans un centre pour mineurs](#) migrants à Gran Canaria.
- **Grèce** : dans un rapport récent, MSF dénonce la [construction de murs autour de plusieurs camps de migrants de Grèce continentale](#), dans un projet supervisé par l'OIM. Un porte-parole du ministère a affirmé que le but de la construction de ces murs était de "de renforcer le sentiment de sécurité pour toutes les personnes concernées, tant les communautés locales que les résidents du camp". "Personne ne pourra entrer ou sortir".
- **Danemark / demandes d'asile** : une [nouvelle loi](#) prévoit le renvoi dans un centre d'accueil en dehors de l'UE de tout demandeur d'asile au Danemark, une fois sa demande enregistrée. Non seulement le pays tiers devra héberger le demandeur d'asile pendant la procédure mais il sera aussi en charge de l'instruction de son dossier. En cas de refus, le demandeur d'asile sera renvoyé du pays tiers. En cas d'acceptation, le réfugié devra rester... dans le pays tiers. Pour le moment, aucun pays n'a accepté la proposition, mais le Rwanda est l'un des pays mentionnés. Le [HCR](#) considère cette loi illégale et la [Commission européenne](#) a manifesté son opposition. Le [Royaume-Uni en revanche s'est rapproché de ses homologues danois](#) et a également annoncé sa volonté d'ouvrir des centres de rétention en dehors du territoire britannique.



Dans un [rapport sur les centres de rétention](#) pour personnes étrangères publié récemment par le **Service Jésuites pour les Réfugiés** espagnol, l'organisation pointe l'inutilité de ces structures, démontrée pendant la période de crise sanitaire (tous les centres ont été fermés pendant plusieurs mois en Espagne). Aussi, est dénoncée l'absence de protocole clair de prévention à la réouverture des centres, ce qui a mené à des foyers de contagion et à des mesures d'isolement drastique qui auraient pu être évitées.

Dans les pays « de destination »

Gestion de la migration sur le plan politique

A échelle de l'UE

- **Pacte européen sur l'asile et les migrations** : la Commission européenne a lancé une nouvelle initiative visant à [attirer les talents et à renforcer les partenariats](#) en matière de migration avec les pays tiers, "qui contribuera à remédier aux pénuries de compétences dans l'UE et à renforcer les partenariats mutuellement bénéfiques avec les pays tiers en matière de migration", selon une déclaration publiée sur son site web.

Coopération bilatérale

- **Maroc/UE** : les suites de la crise survenues à la frontières hispano-marocaine de mai dernier ont été multiples :
 - [Résolution du Parlement européen](#) appelant le Maroc à cesser sa « pression » sur l'Espagne en organisant le passage massif de ses ressortissants vers l'enclave espagnole de Ceuta. Le Parlement réclame notamment le retour rapide des mineurs dans leurs familles, dans le respect de la convention des droits de l'enfant (sachant que 1 100 enfants sont inexpulsables selon la loi espagnole). Côté marocain, la [chambre des représentants a officiellement rejeté la résolution](#) européenne et plusieurs [pays arabes](#), ont soutenu la position marocaine, en dénonçant l'attitude « hautaine » de certains membres de l'Union et en regrettant la « politisation » de la question de l'immigration.
 - A propos des expulsions depuis Ceuta, contrairement aux déclarations du Ministre de l'Intérieur espagnol, le [HCR a déclaré ne pas pouvoir se prononcer sur la légalité](#) de la totalité de celles-ci ou leur forme volontaire, le ministère public de Ceuta a d'ailleurs ouvert une enquête à propos d'expulsions de mineurs. A la mi-juin, [3000 personnes étaient encore présentes à Ceuta](#), et la situation humanitaire sur place est préoccupante, ce qui a éveillé une forte solidarité de la population locale.

- Côté espagnol, un [appui financier européen de 10 millions d'euros](#) sera apporté à Ceuta pour sa gestion de la crise.
- Le débloccage progressif de la situation diplomatique entre l'Espagne et le Maroc a aussi permis le [retour des travailleurs saisonniers](#) qui étaient bloqués en Espagne jusque-là du fait de la fermeture des frontières.
- **Turquie / UE** : Lors d'un sommet européen organisé à Bruxelles, la Commission européenne a proposé de donner [3 000 millions d'euros supplémentaires à la Turquie](#) pour renouveler le pacte qui garantit le blindage des frontières avec la Grèce et contribue au maintien de près de quatre millions de réfugiés syriens sur le sol turc.

Politiques nationales en relation avec la mobilité humaine

- **Union Africaine** : en mars dernier, [le Mali a inauguré le Centre africain d'études et de recherche sur la migration \(CAREM\) de Bamako](#). Le CAREM fait partie d'un dispositif de trois centres en cours d'installation (les autres sont au Maroc - Observatoire africain des migrations à Rabat et au Soudan - Centre opérationnel continental pour la lutte contre la migration irrégulière) dont l'objectif collectif est d'améliorer la bonne gouvernance des migrations en Afrique à travers la recherche et la production de données.
- **Mali** : Un [Mécanisme de Référence National \(MRN\) pour les migrants les plus vulnérables](#) au Mali, a été validé, dans le cadre d'une initiative menée par l'OIM et financée par l'Union européenne. Ce mécanisme de coordination des acteurs implique des entités étatiques et de la société civile, et cible aussi bien les Maliens de retour que les personnes en mobilité présentes au Mali.

Accueil – système de protection



Une [cartographie élaborée par le HCR en Mauritanie](#) et ses partenaires répertorie les **sources de conflits existant entre les réfugiés maliens et la population hôte** dans la Moughataa de Bassikounou (frontière Mali). Sont notamment identifiés les rivalités dans l'exploitation des ressources locales et l'allocation de l'aide humanitaire en faveur des réfugiés. Le document s'intéresse aussi aux mécanismes de prévention, de gestion et de résolution des conflits dans la ville.

Asile – séjour

- **Espagne** : un collectif d'organisations travaillant en faveur des droits des personnes en mobilité, dont la Caritas espagnole, appellent à une [réforme de la loi pour les personnes étrangères \(Reglamento de la Ley de Extranjería \(RELOEX\)\)](#), pour répondre au manque de protection de ces personnes dans le contexte de la crise de la Covid-19.
- **Grèce/Turquie** : Le ministère grec des Migrations a annoncé qu'Athènes reconnaissait désormais la [Turquie comme "pays tiers sûr"](#) pour les demandeurs d'asile originaires de Syrie, d'Afghanistan, du Pakistan, du Bangladesh et de Somalie. Une décision qui pourrait avoir de graves conséquences.

EJNA¹

- **Espagne** : la [mort de deux mineurs migrants](#) (suicide et œdème pulmonaire) dans différents centres de prise en charge des mineurs étrangers non accompagnés en Andalousie, rouvre le débat sur la qualité de l'assistance à ces enfants, au-delà des premiers soins humanitaires, notamment par la sous-traitance de la prise en charge "à bas prix" d'entités ou de fondations peu formées/préparées. Dans ces centres, ces enfants reçoivent une réponse aux besoins de base (nourriture, vêtements, soins médicaux, etc.) mais la prise en charge psychologique est très limitée, notamment pour les profils ayant des problèmes de santé mentale.

¹ Enfants et Jeunes Non Accompagnés.

Contexte socio-politique – faits marquants

Situation politique

- **Mali** : Le 7 juin, après son deuxième coup d'Etat en neuf mois, le colonel Assimi Goïta, a été [officiellement investi président](#) de la transition. Il s'est engagé à l'organisation d'élections en février 2022. La communauté internationale a condamné ce nouveau coup de force. Après quelques semaines de flottements, les mesures restrictives imposées par l'Union Africaine, la CEDEAO et la France s'assouplissent.
Dans un communiqué publié fin juin, le [Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'Homme](#) dénonce l'augmentation des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits au Mali depuis août dernier, perpétrées par des groupes armés mais également par des forces de l'Etat.
- **Ethiopie** : dans un contexte de haute tension, les [élections](#) législatives ont été organisées, donnant le premier ministre (également Prix Nobel de la Paix 2019), Abiy Ahmed, favori. Sur 547 circonscriptions, 110 ont été privées de vote en raison de l'insécurité grandissante dans le pays. La province du Tigré, dévastée par la [guerre depuis novembre](#), est exclue du processus électoral.
- **Côte d'Ivoire** : l'actualité politique du pays a été marquée par [le retour de Laurent Gbagbo](#), ancien chef de l'Etat en exil depuis 2011, définitivement acquitté de crimes contre l'humanité par la Cour pénale internationale de la Haye en mars dernier. Cet événement remet sur le devant de l'actualité ivoirienne [la quête de réconciliation nationale](#) entre les différents chefs politiques en place.
- **Algérie** : Le parti au pouvoir, le Front de libération nationale (FLN), a remporté les [élections législatives](#), mais avec un important recul en nombre de sièges, et dans un contexte de très faible participation (77% d'abstention). Cette victoire du FLN a précédé la [démission du premier ministre](#) le lendemain même des résultats, remplacé par Aïmène Benabderahmane.
- **Mauritanie** : [L'ex-président Mohamed Ould Abdel Aziz a été écroué](#) sur décision du juge chargé de l'enquête pour corruption présumée dans laquelle l'ancien chef de l'Etat, au pouvoir jusqu'en 2019, a été inculpé.

Sécurité

- **Burkina Faso** : début juin, une [attaque](#) a fait plus de 160 morts dans le nord-est du pays, la plus meurtrière depuis 2015 et le début des assauts djihadistes, dans ce pays où l'insécurité ne cesse d'augmenter.
- **Tchad** : dans un contexte de crise alimentaire, sanitaire et l'accueil de millions de personnes réfugiées et déplacées, l'ONU alerte qu'un tiers de la population tchadienne, soit 5,5 millions de personnes, a besoin [d'aide humanitaire d'urgence](#).

Contexte socio-économique

- **Nigeria** : [le réseau twitter a été suspendu](#), alors cet outil, utilisé par 40 millions de nigérien, est devenu un instrument de contestation sociale.
- **Guinée** : l'OMS et le ministre de la santé guinéen ont officiellement annoncé la [fin de de la deuxième vague d'Ebola](#) qui avait ressurgi dans le pays en février 2021. Les aspects clés de la riposte ont été la prévention et le contrôle des infections, la surveillance de la maladie, le dépistage, la vaccination et le traitement à base de nouveaux médicaments.
- **Maroc** : La [Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des défenseurs des droits de l'homme](#) dénonce la « répression » contre les défenseurs des droits de l'homme et journalistes dans le pays, notamment au sujet de la province du Sahara.
- Un [rapport publié par Greenpeace](#) dénonce le pillage des ressources halieutiques ouest-africaine à cause de la production destinée aux industries européennes et asiatiques.

Covid-19

- Tandis que le nombre de nouvelles infections continue de chuter dans le monde, seule l'Afrique reste sujette à une [augmentation du nombre de cas](#) de Covid-19 semaine après semaine, selon les chiffres

de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Cette évolution est en partie liée à la propagation des variants. Le variant Delta, est désormais présent dans 14 pays, tandis que les variants Alpha et Bêta (identifiés au Royaume-Uni et en Afrique du Sud) circulent respectivement dans 30 et 29 pays sur 55.

- **Campagnes de vaccination** en faveur des personnes en mobilité : alors que les premières vaccinations à l'égard des personnes exilé.e.s ont été organisées sur [les îles grecques](#), en France, [les enfants et jeunes en attente de la reconnaissance de leur minorité](#) sont, pour le moment, exclus de la campagne de vaccination. L'absence de représentant légal, nécessaire pour vacciner les mineurs, complique leur accès au vaccin. Dans le nord de la France (Calais), les personnes en mobilité pourront bénéficier d'un vaccin courant juillet, dans le cadre d'un [programme de vaccination à destination des populations en situation de précarité](#).

Sources média : DailyMail (Royaume Uni) ; El Diario (Espagne) ; El Pais (Espagne) ; Infomigrants ; Le Monde (France) ; L'Opinion (Maroc) ; Médias24 ; RFI ; Yabiladi (Maroc) ;

Sources ONG, agences, organisations internationales, institutions : Caritas Espagne, CEAR (Espagne) ; Commission européenne ; Euromed Rights ; Greenpeace ; HCR ; MSF, OHCHR ; OIM ; OMS ; Service Jésuite pour les Réfugiés (Espagne) ; Toute l'Europe.eu.